

TRAITÉ DE COOPÉRATION EN MATIÈRE DE BREVETS

PCT

REC'D 20 MAR 2006



WIPO

PCT

RAPPORT PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL SUR LA BREVETABILITÉ

(chapitre II du Traité de coopération en matière de brevets)

(article 36 et règle 70 du PCT)

Référence du dossier du déposant ou du mandataire Demande internationale No. PCT/FR2005/000544	POUR SUITE À DONNER voir formulaire PCT/PEA/416 Date du dépôt international (<i>jour/mois/année</i>) 07.03.2005		Date de priorité (<i>jour/mois/année</i>) 17.03.2004
Classification internationale des brevets (CIB) ou à la fois classification nationale et CIB G07C9/00			
Déposant SAGEM SA			
1. Le présent rapport est le rapport d'examen préliminaire international, établi par l'administration chargée de l'examen préliminaire international en vertu de l'article 35 et transmis au déposant conformément à l'article 36. 2. Ce RAPPORT comprend 6 feuilles, y compris la présente feuille de couverture. 3. Ce rapport est accompagné d'ANNEXES, qui comprennent : a. <input checked="" type="checkbox"/> un total de (<i>envoyées au déposant et au Bureau international</i>) 3 feuilles, définies comme suit : <input checked="" type="checkbox"/> les feuilles de la description, des revendications ou des dessins qui ont été modifiées et qui servent de base au présent rapport ou des feuilles contenant des rectifications autorisées par la présente administration (voir la règle 70.16 et l'instruction administrative 607). <input type="checkbox"/> des feuilles qui remplacent des feuilles précédentes, mais dont la présente administration considère qu'elles contiennent une modification qui va au-delà de l'exposé de l'invention qui figure dans la demande internationale telle qu'elle a été déposée, comme il est indiqué au point 4 du cadre n° I et dans le cadre supplémentaire. b. <input type="checkbox"/> (<i>envoyées au Bureau international seulement</i>) un total de (préciser le type et le nombre de support(s) électronique(s)) , qui contiennent un listage de la ou des séquences ou un ou des tableaux y relatifs, déposés sous forme déchiffrable par ordinateur seulement, comme il est indiqué dans le cadre supplémentaire relatif au listage de la ou des séquences (voir l'instruction administrative 802).			
4. Le présent rapport contient des indications et les pages correspondantes relatives aux points suivants : <input checked="" type="checkbox"/> Cadre n° I Base de l'opinion <input type="checkbox"/> Cadre n° II Priorité <input type="checkbox"/> Cadre n° III Absence de formulation d'opinion quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle <input type="checkbox"/> Cadre n° IV Absence d'unité de l'invention <input checked="" type="checkbox"/> Cadre n° V Déclaration motivée selon l'article 35(2) quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle; citations et explications à l'appui de cette déclaration <input type="checkbox"/> Cadre n° VI Certains documents cités <input type="checkbox"/> Cadre n° VII Irrégularités dans la demande internationale <input type="checkbox"/> Cadre n° VIII Observations relatives à la demande internationale			
Date de présentation de la demande d'examen préliminaire internationale 20.09.2005	Date d'achèvement du présent rapport 21.03.2006		
Nom et adresse postale de l'administration chargée de l'examen préliminaire international  Office européen des brevets - P.B. 5818 Patentlaan 2 NL-2280 HV Rijswijk - Pays Bas Tél. +31 70 340 - 2040 Tx: 31 651 epo nl Fax: +31 70 340 - 3016	Fonctionnaire autorisé Buron, E N° de téléphone +31 70 340-4420 		

RAPPORT PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL SUR LA BREVETABILITÉ

Demande internationale n°
PCT/FR2005/000544

Case No. I Base du rapport

1. En ce qui concerne la **langue**, le présent rapport est établi sur la base de la demande internationale dans la langue dans laquelle elle a été déposée, sauf indication contraire donnée sous ce point.
 - ☐ Le présent rapport est établi sur la base de traductions réalisées à partir de la langue d'origine dans la langue suivante, qui est la langue d'une traduction remise aux fins de :
 - ☐ la recherche internationale (selon les règles 12.3 et 23.1.b))
 - ☐ la publication de la demande internationale (selon la règle 12.4)
 - ☐ l'examen préliminaire international (selon la règle 55.2 ou 55.3)
2. En ce qui concerne les **éléments*** de la demande internationale, le présent rapport est établi sur la base des éléments suivants (*les feuilles de remplacement qui ont été remises à l'office récepteur en réponse à une invitation faite conformément à l'article 14 sont considérées dans le présent rapport comme "initialement déposées" et ne sont pas jointes en annexe au rapport.*) :

Description, Pages

1-3, 5-21	telles qu'initialement déposées
4	reçue(s) le 20.09.2005 avec lettre du 14.09.2005

Revendications, No.

5-27	telles qu'initialement déposées
1-4	reçue(s) le 20.09.2005 avec lettre du 14.09.2005

Dessins, Feuilles

1/11-11/11	telles qu'initialement déposées
------------	---------------------------------

☐ En ce qui concerne un listage de la ou des séquences ou un ou des tableaux y relatifs, voir le cadre supplémentaire relatif au listage de la ou des séquences.

3. ☐ Les modifications ont entraîné l'annulation :
 - ☐ de la description, pages
 - ☐ des revendications, nos
 - ☐ des dessins, feuilles/fig.
 - ☐ du listage de la ou des séquences (*préciser*) :
 - ☐ d'un ou de tous les tableaux relatifs au listage de la ou des séquences (*préciser*) :
4. ☐ Le présent rapport a été établi abstraction faite (de certaines) des modifications, qui ont été considérées comme allant au-delà de l'exposé de l'invention tel qu'il a été déposé, comme il est indiqué dans le cadre supplémentaire (règle 70.2.c)).
 - ☐ de la description, pages
 - ☐ des revendications, nos
 - ☐ des dessins, feuilles/fig.
 - ☐ du listage de la ou des séquences (*préciser*) :
 - ☐ d'un ou de tous les tableaux relatifs au listage de la ou des séquences (*préciser*) :

* Si le cas visé au point 4 s'applique, certaines ou toutes ces feuilles peuvent être revêtues de la mention "remplacé".

**RAPPORT PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL
SUR LA BREVETABILITÉ**

Demande internationale n°
PCT/FR2005/000544

Cadre n° V Déclaration motivée selon l'article 35.2) quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle; citations et explications à l'appui de cette déclaration

1. Déclaration			
Nouveauté	Oui:	Revendications	1-27
	Non:	Revendications	
Activité inventive	Oui:	Revendications	13-16, 19-25
	Non:	Revendications	1-12, 17, 18, 26 et 27
Possibilité d'application industrielle	Oui:	Revendications	1-27
	Non:	Revendications	

2. Citations et explications (règle 70.7) :

voir feuille séparée

Concernant le point V

Déclaration motivée quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle; citations et explications à l'appui de cette déclaration

1 Il est fait référence au document suivant:

D1: US-A-5 790 668 (TOMKO GEORGE J) 4 août 1998 (1998-08-04)

2 REVENDICATION INDÉPENDANTE 1

2.1 Le document D1 est considéré comme l'état de la technique le plus proche. Il décrit un procédé de contrôle d'identification de personnes permettant d'accéder à des données protégées (données utilisateur nommées "profiles"), comprenant une phase de génération d'un moyen unique d'identification (la carte 440 de la figure 5) associé à au moins une personne comprenant les étapes suivantes:

- détecter les données biométriques relatives à la personne (cf. col.8, l.16-19);
- rechercher une concordance entre les données biométriques relatives à ladite personne et des données biométriques préalablement mémorisées dans une base de données (cf. col. 8, l.19-21, étape expliquée plus en détails dans le premier mode de réalisation, col.3, l.65-col.4, l.22), lesdites données préalablement mémorisées étant relatives à des personnes pour lesquelles des moyens d'identification ont été préalablement générés (implicite); et, lorsqu'aucune concordance n' a été trouvée:
- générer un moyen d'identification associé à ladite personne (la carte 440 de la figure 5, cf. col.8, l.22-27) à partir des données biométriques relatives à ladite personne (le pointeur "biometric encoded pointer" est généré à partir des données biométriques).

De plus, la base de données (12, 212) de D1 comprend une première partie dédiée aux données biométriques en association avec les adresses où sont stockées les données des utilisateurs ("biometric encoded pointer") et une deuxième partie dans laquelle les données utilisateurs sont stockées aux-dites adresses.

Dans la phase de contrôle d'identification pour l'accès aux données utilisateur, seule

la première partie de la base de données contenant les données biométriques et adresses est utilisée. En effet, les données biométriques de l'utilisateur sont capturées par un capteur et comparées à toutes les données biométriques stockées dans la première partie de la base de données contenant les données biométriques. Si une concordance est trouvée, l'adresse des données utilisateur est déterminée et l'accès à la deuxième partie de la base de données peut être réalisé. Ainsi, dans la première partie de la base de données de D1 contenant les données biométriques et adresses et servant au contrôle d'identification, il n'y a pas d'identités de personnes en association avec les données biométriques mémorisées. Pour obtenir l'accès aux données utilisateurs, on agit par l'intermédiaire d'adresses qui ne sont pas des identités. Il est à noter que dans la présente demande, on agit de la même manière par l'intermédiaire d'une clé (cf. revendication 16) qui sert de lien entre deux bases données, l'une stockant les données biométriques associées aux clés et l'autre stockant les clés associées aux identités.

Par ailleurs, le problème que se propose de résoudre la présente demande est également résolu par D1. Si un individu malintentionné accède à la base de données, il pourra lire des données biométriques mais ne saura pas à qui elles correspondent (cf. D1, col.1, l.22-29).

2.2 Il en résulte que l'objet de la revendication 1 diffère de D1 en ce que:

- (i) le moyen d'identification associé à ladite personne est également généré à partir d'au moins une identité de ladite personne, et
- (ii) la base de données biométriques est implicitement séparée de la base de données des identités.

2.3 En ce qui concerne la première différence (i), le moyen d'identification de D1 est une carte personnelle puisque, par exemple, elle est utilisée pour accéder à son fichier de santé. La personne du métier, générant ladite carte à partir des données biométriques de son détenteur selon la méthode de D1, envisagerait de manière évidente d'inscrire sur la carte le nom de son détenteur car il s'agit d'une mesure banale pour permettre au possesseur d'une carte personnelle de savoir que la carte qu'il détient est bien la sienne. La caractéristique distinctive (i) ne contribue pas au

caractère inventif de la revendication 1.

- 2.4 En ce qui concerne la seconde différence (ii), il s'agit d'une option évidente d'architecture des bases de données (biométriques et d'identités) que la personne du métier envisagerait selon les circonstances sans exercer l'exercice d'activité inventive.
- 2.5 Il résulte de ce qui précède que l'objet de la revendication 1 n'implique pas d'activité inventive au sens de l'article 33(3) PCT.

3 REVENDICATION DÉPENDANTE 26

La revendication 26 paraphrase l'objet de la revendication 1 en termes de revendication système. L'objet de la revendication 26 n'implique donc pas d'activité inventive au sens de l'article 33(3) PCT et ce, pour les mêmes raisons que la revendication 1.

4 REVENDICATIONS DÉPENDANTES 2-12, 17, 18, 27

Les revendications 2-12, 17, 18 et 27 ne contiennent pas de caractéristiques qui, combinées avec les caractéristiques d'une quelconque revendication à laquelle elles se réfèrent, satisfont aux exigences du PCT en matière d'activité inventive (article 33 2) et 3) PCT).

En particulier, l'usage d'une clé servant de lien entre les données biométriques d'un individu et son identité est connu de D1 (usage d'un "pointer").

- 4 -

Toutefois, le mode de fonctionnement illustré sur la figure 3 nécessite la mise en correspondance, dans une base de données 20, de données biométriques et d'identités de personnes. Une telle correspondance est peu souhaitable car elle pourrait être utilisée à d'autres fins que la simple délivrance de droits et aller ainsi à l'encontre de la liberté individuelle. Elle serait même contraire à des dispositions légales pour la protection de la liberté individuelle dans certains pays.

Un but de la présente invention est de limiter les inconvénients susmentionnés, en autorisant une identification de personnes qui n'entrave pas la liberté individuelle.

Un autre but de l'invention est de mieux fiabiliser l'unicité des moyens d'identification associés à des personnes, en vue par exemple d'assurer un contrôle de la délivrance de droits à ces personnes, sans pour autant créer de base de données reliant pour chaque personne, sa biométrie et son identité.

Un autre but de l'invention est de limiter les possibilités de fraude lors de la délivrance de droits.

Un autre but encore de l'invention est de permettre un contrôle de la délivrance de droits à des personnes sans considération de leur identité.

L'invention propose ainsi un procédé de contrôle d'identification de personnes, comprenant une phase de génération d'un moyen unique d'identification associé à au moins une personne comprenant les étapes suivantes :

/a/ détecter des données biométriques relatives à ladite personne ;

/b/ rechercher une concordance entre les données biométriques relatives à ladite personne et des données biométriques préalablement mémorisées dans une base de données biométriques, la base de données biométriques ne contenant pas d'identités de personnes en association avec les données biométriques mémorisées, lesdites données biométriques préalablement mémorisées étant relatives à des personnes pour lesquelles des moyens d'identification ont été préalablement générés ; et,

lorsque aucune concordance n'a été trouvée :

REVENDICATIONS

1. Procédé de contrôle d'identification de personnes, comprenant une phase de génération d'un moyen unique d'identification (29, 56, 84, 98, 103, 111) associé à au moins une personne (22, 47, 78, 93, 107, 113) comprenant les étapes suivantes :
- 5 /a/ détecter des données biométriques (23, 48, 79, 94, 108) relatives à ladite personne ;
- 10 /b/ rechercher une concordance entre les données biométriques relatives à ladite personne et des données biométriques préalablement mémorisées dans une base de données biométriques (26, 51, 83, 97, 110), la base de données biométriques ne contenant pas d'identités de personnes en association avec les données biométriques mémorisées, lesdites données biométriques préalablement mémorisées étant relatives à des personnes pour lesquelles des moyens d'identification
- 15 ont été préalablement générés ; et,
- lorsque aucune concordance n'a été trouvée :
- 20 /c/ générer un moyen d'identification (29, 56, 84, 98, 103, 111) associé à ladite personne à partir des données biométriques relatives à ladite personne et d'au moins une identité (24, 49, 80, 95, 117) de ladite personne.
2. Procédé selon la revendication 1, comprenant en outre l'étape :
- /d/ ajouter les données biométriques relatives à ladite personne dans la base de données biométriques.
3. Procédé selon la revendication 2, dans lequel, lors de l'étape /d/, les
- 25 données biométriques (48, 79) sont ajoutées dans la base de données biométriques (51, 83) en association avec un identifiant unique dudit moyen d'identification (56, 84) associé à ladite personne (47, 78).

- 22a -

4. Procédé selon l'une quelconque des revendications précédentes, comprenant en outre une étape de vérification (27, 52, 87, 100, 118) de l'identité de ladite personne (22, 47, 78, 93, 113).